



**Communiqué de presse
CD/286**

**Comité préparatoire de la Conférence des Parties
au Traité sur la non-prolifération des armes
nucléaires chargée d'examiner le Traité 2005**
5^{ème} séance – matin

**DES DELEGATIONS SOULIGNENT LES MANQUEMENTS DES
ETATS NUCLEAIRES A LEURS OBLIGATIONS AU TITRE DU
TRAITE DE NON-PROLIFERATION (TNP)**

**Elles présentent les zones exemptes d'armes nucléaires comme un
complément efficace du TNP**

Le Comité préparatoire de la Conférence d'examen de 2005 sur le Traité de non-prolifération (TNP) a poursuivi ce matin les travaux de sa troisième et dernière session. Cette cinquième séance de débat général a vu de nombreuses délégations souligner les manquements des Etats nucléaires à leurs obligations au titre du Traité notamment en matière d'élimination complète et irréversible de leurs arsenaux. Le représentant du Népal a ainsi fait remarquer que parce que les puissances nucléaires n'avaient pas pu donner de garanties sur la non-utilisation de leurs arsenaux, d'autres pays avaient été tentés et pouvaient être tentés de développer à leur tour des programmes nucléaires. Dans cet esprit, l'Equateur a réclamé des Etats nucléaires qu'ils présentent les progrès réalisés en matière d'élimination de leurs armes nucléaires conformément à l'article VI du TNP et de mise en application des engagements pris lors de la Conférence d'examen de 2000.

/...

Déclarations

/...

M. BISHAR H. AL-KHASAWNEH (Jordanie) a déclaré que son pays appuie la déclaration faite par le représentant de l'Egypte au nom des pays arabes et celle faite par la Malaisie au nom des non-alignés. Au

cours de ce Comité, nous voudrions appeler les parties au TNP à confirmer leurs engagements en vue de la Conférence d'examen de 2005. Le Royaume de Jordanie est pleinement investi dans les efforts internationaux visant au désarmement nucléaire et à la non-prolifération. A l'instar des autres pays arabes, il a ratifié toutes les conventions internationales pertinentes en matière de désarmement et s'est félicité de la prorogation indéfinie du TNP. A ce propos, la Jordanie voudrait rappeler que la résolution sur le Moyen-Orient de 1995 demeure un objectif très clair relatif aux obligations du Traité: faire du Moyen-Orient une zone exempte d'armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive. Cette résolution requiert un temps de discussion important, a souligné le représentant, qu'il conviendra de trouver au cours de nos travaux, cela en vue de pouvoir adresser une recommandation pour la Conférence de 2005. Dans ce cadre, nous exhortons Israël à adhérer au TNP sans délai et à placer ses installations militaires sous le régime de garanties de l'AIEA.

M. ANOUAR BEN YOUSSEF (Tunisie) a déclaré que le TNP demeurerait la clé de voûte du système mondial de non-prolifération et le fondement essentiel du désarmement nucléaire. L'universalité du TNP est une composante de sa force et de sa crédibilité. Le nombre élevé d'Etats parties au Traité témoigne de la volonté de la communauté internationale de faire face aux dangers de la prolifération nucléaire et ce grâce à la mobilisation générale pour le bannissement de cette arme redoutable. Nous restons encore très loin de l'objectif fixé par l'article VI en ce qui concerne le désarmement nucléaire et le désarmement général et complet sous un contrôle international stricte et efficace. Des engagements doivent être pris pour des garanties effectives contre l'utilisation de ces armes contre la sécurité et l'intégrité des pays qui y ont renoncé volontairement.

Le représentant s'est inquiété du fait que le TICEN ne soit toujours pas entré en vigueur. Il a appuyé la pertinence d'un Traité sur l'interdiction de la production et du stockage des matières fissiles à usage militaire en regrettant que les négociations n'aient pas encore commencé à ce sujet. Il a souhaité la réalisation de l'adhésion universelle au TNP. Il s'est particulièrement inquiété que les efforts des pays du Moyen-Orient soient bloqués par le refus d'Israël d'adhérer au TNP et de placer ses installations nucléaires sous le régime de garanties de l'AIEA, malgré les nombreux appels de l'Assemblée générale en ce sens depuis 1974. Il a insisté sur le fait que les Etats de la région ont montré leur volonté d'établir une zone exempte d'armes nucléaires mais qu'Israël demeure le seul Etat de la région à posséder ce type d'armes. Il a estimé que la vraie solution réside dans l'élimination totale et définitive des armes nucléaires et de l'abandon irréversible de la doctrine de dissuasion nucléaire.

/...

M. BAATAR CHOISUREN (Mongolie) s'est inquiété des manquements, par les puissances nucléaires, à leurs obligations en matière d'élimination complète des arsenaux nucléaires. Aussi convient-il de lancer, dans ce cadre, un appel urgent en faveur de la mise en œuvre intégrale des recommandations contenues dans le Document final de 2000. Nous demandons que tous les pays qui ne l'ont pas encore fait placent leurs installations militaires nucléaires sous le régime de garanties de l'AIEA. Nous demandons également que le TICEN entre au plus vite en vigueur. La Mongolie se félicite de l'effet positif de l'établissement des zones exemptes d'armes nucléaires sur la sécurité aux niveaux régional et international. En tant qu'Etat non nucléaire, la Mongolie appuie fermement la création de telles zones qu'elle considère être une contribution pour réaliser le désarmement nucléaire complet. C'est dans ce sens que nous demandons que soient établies des zones exemptes d'armes nucléaires et autres armes de destruction massive au Moyen-Orient et en Asie Centrale. La Mongolie s'attache par ailleurs à promouvoir le multilatéralisme en vue de prévenir la prolifération, de parvenir au désarmement et d'instaurer la sécurité et la paix internationales. En conclusion, le représentant a demandé que les mécanismes de désarmement de l'ONU soient améliorés pour une plus grande efficacité.

M. NAIF AL-SUDAIRY (Arabie saoudite) a rappelé la volonté des pays du Moyen-Orient de parvenir à y créer une zone exempte d'armes nucléaires. Il a déclaré que l'acquisition d'armes nucléaires par Israël était un obstacle sérieux à la paix et à la sécurité dans la région. La paix devrait reposer sur la confiance et non sur la politique de faits accomplis et de l'hégémonie. Mon gouvernement exprime sa reconnaissance à la Libye qui a décidé de se débarrasser de ses programmes d'armes de destruction massive et de coopérer avec l'AIEA, a dit le représentant. Il a salué la volonté de l'Iran de coopérer avec l'AIEA, et l'a invité à poursuivre cette coopération positive dans l'intérêt de la paix et de la stabilité dans la région. Les intérêts égoïstes ne peuvent être privilégiés par rapport aux intérêts communs, a-t-il déclaré. Il a insisté sur la nécessité de prendre au sérieux les préoccupations des Etats non dotés des armes nucléaires. Cela peut se faire au moyen d'un instrument contraignant garantissant la sécurité de ces derniers.

/...

M. OMER B. MANIS (Soudan) a rappelé que son pays figurait parmi les premiers Etats à avoir signé et ratifié le TNP considérant que ce Traité était la pierre angulaire de l'action internationale en vue du désarmement nucléaire. Il a fait part de son inquiétude de voir cet accord se transformer en accord discriminatoire en divisant de fait le monde en deux catégories de pays, ceux dotés de l'arme nucléaire et ceux qui ne le

sont pas. Il a salué la décision de la Libye de mettre un terme à son programme d'armes de destruction massive. Il a exhorté tous les pays à entamer la mise en œuvre des 13 mesures concrètes de désarmement arrêtées lors de la Conférence d'examen de 2000. Il a regretté que le projet de création d'une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient demeure impossible à réaliser du fait du refus d'Israël d'adhérer au TNP et de soumettre ses installations au régime de garanties de l'AIEA et ce, en dépit des recommandations des Conférences d'examen de 1995 et 2000. Il a souligné la nécessité de promouvoir une adhésion universelle au TNP, qu'il a présenté comme le seul moyen d'empêcher la prolifération nucléaire qu'elle soit horizontale ou verticale.

/...

M. LUIS GALLEGOS CHIRIBOGA (Equateur) a déclaré qu'il était indispensable que les puissances nucléaires nous informent des progrès réalisés sur la voie de l'élimination de leurs armes nucléaires conformément à l'article VI du TNP. Il a souhaité que tous les pays, notamment ceux dotés de l'arme nucléaire, adhèrent au TNP et placent leurs installations sous la surveillance de l'AIEA. L'élimination des arsenaux nucléaires constitue le principal apport au désarmement et à la non-prolifération nucléaires. Nous condamnons la décision de certains Etats de développer de nouvelles technologies nucléaires. Il a souhaité que soit garanti le transfert non discriminatoire de matières et technologies nucléaires à des fins pacifiques. Il a présenté les zones exemptes d'armes nucléaires comme le meilleur moyen de promouvoir la stabilité régionale. Il a déclaré nécessaire que les Etats dotés d'armes nucléaires présentent des garanties de sécurité négatives aux pays non dotés de ces armes. Le désarmement et la non-prolifération nucléaires sont deux processus intimement liés, a-t-il conclu, en ajoutant que l'un ne pouvait aboutir indépendamment de l'autre.

/...

* * * * *